

→ PLAN CHLORDÉCONE

Un ralentissement momentané de la communication

Le dernier numéro de la Newsletter (n°9) date du mois de mai. Plus de 7 mois écoulés avant de relancer la publication conduisent sans doute de nombreux destinataires à s'interroger sur cette longue absence...

Eric Godard, Directeur de la publication d'En action exprime ses regrets d'une telle interruption: «Les principales causes résident dans une certaine surcharge de travail, la difficulté de maintenir une dynamique interrégionale et l'impossibilité pour l'ARS de Martinique de renouveler le marché de

communication avec notre prestataire à l'échéance du 4 août, pour des raisons liées aux modalités de financement qui n'ont été réglées qu'après cette date. Cet arrêt brutal de la collaboration nécessitera de relancer un appel d'offres, après avoir défini un nouveau cahier des charges tenant compte des propositions faites pour améliorer la communication du plan chlordécone. Dans l'attente, la reprise de parution de la Newsletter permettra de maintenir les liens entre les partenaires du plan et de continuer à échanger des informations relatives à la chlordécone.»

les RDV prochains



→ Vendredi 18 novembre 2011, à partir de 18h30 :

Pièce de théâtre Jafa à la cantine municipale de la commune de Ducos

→ Mercredi 30 novembre 2011, à 18h30 : Prochaine réunion de quartier du programme Jafa à la Maison de Quartier de l'Îlet Pérou, Ruelle CABZEL (face à l'épicerie Super Market à Capesterre Belle-Eau)

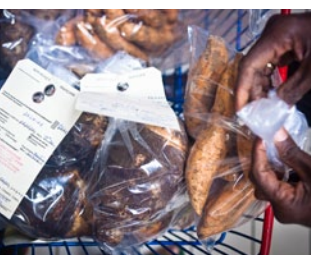
→ Mardi 6 décembre 2011, à 15h00 : Séance du GREPHY, avec notamment au programme la présentation des travaux sur les fiches actions du plan chlordécone 2

→ GREPHY DU 19 MAI

ET GREPP DU 16 JUIN

Le travail sur les fiches action près d'aboutir

Des séances de travail ont réuni les partenaires du plan chlordécone en septembre et octobre en vue de proposer des fiches-action pertinentes. Parmi les thèmes de discussion, et les objectifs prioritaires à atteindre, la traçabilité a émergé comme un enjeu majeur. Un défi à relever dans de nombreux secteurs de production, qui se heurte encore à trop de barrières.



L'efficacité des mesures de prévention et de contrôle, mais aussi la confiance du consommateur en dépendent largement. Cela fait l'unanimité parmi les représentants des professionnels, producteurs comme distributeurs : la valorisation des produits « traçables » ayant bénéficié des bonnes pratiques

vis-à-vis du risque chlordécone est indispensable. Face à cet enjeu, certaines pratiques ne peuvent donner de garanties quand il s'agit de réduire son exposition alimentaire. Un consommateur bien informé peut être actif au regard de l'offre de produits locaux, pour orienter son choix vers ceux qui présenteront des signes reconnaissables de qualité.

Actualités



→ POINT SUR LES AVANCÉES DE LA RECHERCHE

Le confinement de la chlordécone : une alternative à la dépollution

En 2008, le Ministère de l'Outre Mer lance un programme de recherche pour mieux connaître les mécanismes de transport de la chlordécone du sol vers l'environnement (cultures, eau), et ainsi proposer des solutions de remédiation. Le projet, qui a déjà permis d'obtenir des résultats encourageants, se poursuit aujourd'hui en partenariat avec le Cirad Martinique.

Une alternative à la dépollution serait donc de limiter les paramètres permettant de conserver la chlordécone dans les sols, et d'éviter ainsi leur transfert dans l'eau et les plantes cultivées. Dans cette stratégie, les sols resteraient pollués, mais seraient peu contaminants. La chlordécone présente une grande affinité pour la matière organique, et dans cette étude, la concentration en matière organique de sols pollués a été modifiée : les chercheurs ont alors caractérisé la nouvelle aptitude des sols à retenir la molécule. « En laboratoire, nous avons démontré que le transfert de la chlordécone vers la ressource en eau et vers des cultures est fortement diminué par l'ajout de matières organiques dans le sol, sous forme de compost », explique Thierry

Wagner, Directeur de Recherche à l'IRD et responsable du Programme de Recherche du Ministère de l'Outre Mer. Cette diminution du transfert dépend du type de matière organique ajoutée, combinant un effet chimique (affinité de la chlordécone pour les matières organiques) et un effet physique sur la structure des sols (formation de la microporosité). Ces résultats de laboratoire encourageants doivent être confirmés sur des parcelles labiles et pérennes du confinement. Cela permettrait de proposer une méthode peu coûteuse et facile à mettre en œuvre, et qui serait une alternative intéressante à la dépollution des sols pas encore maîtrisée. Cette étude est en cours et réalisée en partenariat avec le Cirad. Les résultats seront connus fin 2011.

Contact : thierry.wagner@ird.fr, 06 94 42 38 34

les RDV prochains

→ Du 2 au 6 mai 2011
Mission du Groupement d'Orientation et de Suivi Scientifique du Plan chlordécone (GOSS)

→ Le 7 mai 2011
Rencontre communautaire Jafa Martinique

→ Martinique : du 9 au 20 mai
Guadeloupe : du 6 au 17 juin 2011
Missions d'évaluation du Plan

→ Du 23 au 27 mai 2011
Mission exploratoire du bureau d'études MUTADIS sur l'action 36 du Plan chlordécone

→ Le 19 mai de 9h à 12h
Réunion du CROS-GREPHY sur le Plan chlordécone 2011-2013

Directeur de publication : Eric Godard
Conception Rédaction : Mots d'ici
Publication mensuelle : avril 2011
Imprimé à 100 ex

en bref

Début d'une étude langoustine
L'étude complémentaire de la contamination des langoustes par la chlordécone, prévue par l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2010, débutera à la fin du mois d'avril. 207 prélèvements sont prévus. Ces derniers concernent les 2 espèces de langoustes (breuvienne et blanche ou royale), dans une bande côtière allant de la pointe Caracul au Cap Macré, et sont répartis en plusieurs zones depuis le littoral jusqu'à la sonde des 100 mètres de profondeur. Les prélèvements sont effectués dans les zones d'interdiction de pêche déjà définies des bords du Gascion, du Robert et du François. La réalisation pratique de l'étude est confiée au bureau d'études Impact-mer avec la



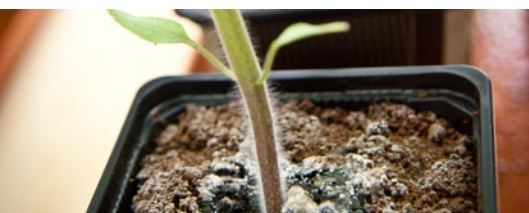
en bref

→ POINT

SUR LES AVANCÉES DE LA RECHERCHE

Biodégradation de la chlordécone : une solution envisageable ?

Aujourd'hui, des mesures sont prises progressivement pour tenter de gérer les crises sanitaires et économiques liées à la chlordécone dans les Antilles. Mais une solution définitive au problème consisterait à en éliminer la source, c'est à dire à détruire la chlordécone présente dans les sols. C'est tout l'enjeu des travaux menés depuis 2009 par l'UMR 193 IMEP de l'IRD au PRAM sur la dégradation microbienne de la chlordécone.



L'une des voies de destruction parmi les moins coûteuses et les plus respectueuses de l'environnement correspond à la dégradation microbienne. Jusqu'à présent, en raison de ses caractéristiques chimiques, la chlordécone n'était pas considérée comme biodégradable par la communauté scientifique nationale. Mais plusieurs indices disponibles dans la littérature générée de 1976 à 1996 suggèrent qu'elle pourrait être beaucoup plus susceptible à une attaque microbienne qu'elle n'y paraît, particulièrement en absence d'oxygène. La littérature suggère aussi que les bactéries productrices de méthane ont la capacité de déchlorer la chlordécone et que l'arrachage de deux atomes de chlore serait suffisant pour réduire considérablement la toxicité de la molécule. Les travaux réalisés au PRAM confirment

que la structure chimique particulière de la chlordécone ne semble pas en soi la rendre réfractaire à une attaque microbienne. Une étude théorique basée sur cette structure et celle de ses dérivés potentiels a en effet montré que les réactions de déchloration, de réduction et oxydation de la fonction cétone ainsi que de minéralisation ultime libèrent suffisamment d'énergie pour permettre une croissance microbienne. L'aptitude des bactéries méthanogènes à attaquer la chlordécone s'est vue également renforcée par des mesures effectuées en 2010 sur des méthaniseurs antillais traitant des vinasses de distillerie. L'absence apparente de dégradation de la chlordécone dans les sols antillais pourrait donc être due non à l'absence de microorganismes autochtones capables de l'attaquer, mais à des conditions environnementales non adéquates pour permettre à leur potentiel métabolique de s'exprimer. La compréhension de ces différents aspects correspond au défi qui s'offre à l'IRD-PRAM afin de mettre au point un procédé de bioremédiation des environnements antillais chlordéconés.

→ DU CÔTÉ DU LABORATOIRE COVACHIMM-M2E

Le laboratoire « Chimie des Matériaux - Connaissance et Valorisation, Matériaux, Energie, Environnement » COVACHIM M2E de l'Université des Antilles et de la Guyane, situé en Guadeloupe, est spécialisé dans la valorisation de la matière végétale. Ses travaux s'orientent autour de deux thématiques : les matériaux poreux tels que les charbons actifs pour la dépollution d'une part, et les matériaux composites pour la

construction d'autre part. Dans le cadre de la thématique relative à la dépollution, une thèse de doctorat a été soutenue en juin 2010 sur le traitement par charbon actif des eaux contaminées par la chlordécone.

L'objectif : optimiser le traitement des eaux destinées à la consommation humaine par la compréhension des mécanismes d'adsorption des pesticides.

le point de vue

Dr vét. Gil MANUEL

Vice Président de l'association des vétérinaires praticiens libéraux de Guadeloupe (AVPLG) et vétérinaire sanitaire

Vous dénoncez la pratique de l'abattage clandestin et la nécessité d'une bonne traçabilité des bovins élevés en Guadeloupe, pourquoi ?

Une partie du cheptel n'est pas encore identifiée, et les notifications de mouvement des animaux sont parfois oubliées. La persistance d'abattages clandestins n'est pas tolérable et nuit aux actions de prévention. La traçabilité est la clé de voûte de toute politique visant à assurer en priorité l'innocuité des denrées alimentaires et chaque défaillance met en danger la santé de la population. Le développement de l'élevage en Guadeloupe nécessite une totale confiance des consommateurs dans la viande locale : elle ne pourra être atteinte sans ce préalable.

La DAAF de Guadeloupe a mis en place un contrôle systématique à l'abattoir des bovins nés ou en provenance des communes du sud Basse Terre. Y êtes-vous favorable ?

Ce que je ne voudrais pas, c'est que les premières actions de contrôles ciblés puissent constituer la seule politique visée à moyen et long termes : il faut aller plus loin.

Tant que nous n'aurons pas pu construire une chaîne de traçabilité efficace, il faut se demander s'il ne faut pas généraliser les contrôles. C'est difficile aujourd'hui pour des raisons de coût, et de logistique : les délais de réception des analyses libératoires imposent un important stockage des carcasses au Moule. L'ouverture de l'abattoir de Gourbeyre et la réalisation des analyses localement pourront répondre à ces écueils. Mais un stockage des carcasses en chambre froide ne doit en aucun cas être considéré comme un handicap, bien au contraire : c'est une durée de maturation suffisante qui assure à la viande une meilleure qualité organoleptique, et le consommateur sera gagnant.

Et les éleveurs qui ont des carcasses saisies ? Actuellement ils n'ont droit à aucune indemnité...

Il faut leur donner droit à une indemnisation directe, il y a une véritable urgence. On a le choix entre favoriser la structuration de la production au bénéfice des professionnels et de la santé publique, ou contribuer à pousser tout un terroir à la clandestinité et au trafic !